

Au 1er août 2025, Une partie de la TVA sur l'énergie augmente de 14,5%

Toulouse, le 28 juillet 2025 – Au début de ce mois d'août 2025, une nouvelle hausse sur la fiscalité de l'énergie française vient frapper les charges d'exploitations de milliers de petits établissements professionnels : commerces de proximité, agences, artisans, cafés... Une augmentation controversée, mais le gouvernement affirme et rassure : cette hausse de la TVA sur l'abonnement, de 5,5% à 20%, sera amortie par d'autres baisses juxtaposées.

Une réforme fiscale qui touche le plus grand nombre

À première vue, le segment visé peut sembler marginal : en 2023, les sites professionnels équipés d'un compteur ≤ 36 kVA (dits « Tarif Bleu ») ne représentent que 9 % de la consommation nationale d'électricité. C'est peu, comparé aux grands industriels, qui concentrent à eux seuls 40 % des volumes consommés. Mais ce que ce chiffre cache, c'est une réalité inverse en nombre : ces « petits sites non résidentiels » constituent la majorité du tissu professionnel raccordé en France. On en recense près de **4,64 millions**, soit une écrasante majorité en volume de points de consommation. Commerces, artisans, agences, professions libérales ou établissements de proximité : ils forment un segment moins énergivore à l'unité, mais décisif en masse. C'est précisément ce maillage fin du territoire professionnel qui sera le plus directement concerné par l'uniformisation de la TVA sur l'énergie à compter du 1er août 2025.

Une augmentation définitive, peu compensée par des baisses temporaires

À partir du 1er août 2025, un changement s'impose : applicable aux compteurs ≤36 kVA, le taux réduit de TVA à 5,5 % sur les abonnements d'électricité et de gaz disparaît, remplacé par un taux unique de 20 %.

Dans un contexte où les TPE subissent déjà une pression croissante sur leurs charges (hausse des loyers, revalorisations salariales, inflation sur les matières premières), cette réforme s'inscrit dans le cadre d'une directive européenne adoptée en 2018. L'objectif : harmoniser les règles de TVA au sein des États membres en imposant un taux unique sur tous les éléments indissociables d'un même service énergétique. Présentée comme une mesure de simplification, la généralisation peut être perçue comme une mesure de rendement budgétaire.

Selon les profils de consommation, elle pourrait représenter une hausse de plusieurs dizaines à plusieurs centaines d'euros par site et par an : autrement dit, l'impact global sur la facture reste relativement contenu.

Pour limiter la hausse, la Loi de Finances 2025 prévoit quelques mesures d'atténuation, que le ministère de l'Économie remet en avant : une légère baisse des accises sur l'électricité et le gaz naturel, et une réduction de 2,5 % du tarif d'acheminement (TURPE). Ces ajustements visent à lisser la transition. Mais dans les faits, ces baisses sont limitées dans le temps (jusqu'au 31 décembre 2025) et profitent surtout aux gros consommateurs. Les petits sites, premiers concernés par la fin du taux réduit, voient leurs charges augmenter, sans réelle compensation durable.

Une opportunité pour accélérer les démarches d'optimisation de contrats

La fiscalité qui évolue invite les entreprises à reprendre la main sur leurs contrats d'énergie. Car si la fiscalité évolue, **des leviers restent activables pour en limiter l'impact durable.**

Ajuster la puissance souscrite, renégocier le prix du kWh ou adapter son offre de marché au profil réel de consommation peut générer de réelles économies. D'autre part, l'optimisation fiscale est souvent sous-estimée. L'analyse des composantes de la facture (accises, CTA, exonérations possibles) permet d'identifier des réductions accessibles en fonction du secteur d'activité et des volumes consommés. Dans certains cas, ces ajustements peuvent représenter plusieurs centaines d'euros économisés par site et par an.

Des spécialistes du secteur, comme Capitole Énergie by EPSA, recommandent aux entreprises de revoir leurs contrats et d'activer les leviers d'optimisation fiscale pour compenser cette hausse structurelle.

À propos de Capitole Énergie by EPSA

Capitole Énergie, société du Groupe EPSA, est une entreprise experte en stratégie d'achat d'énergie et en optimisation énergétique. Grâce à son approche innovante et à ses solutions sur mesure, Capitole Énergie aide les entreprises et les acteurs publics à relever les défis énergétiques, tout en répondant aux exigences environnementales et économiques de la transition énergétique.

Contact Presse :

Mylène PROST

mprost@capitole-energie.com

Tel. 06 63 77 85 93